

## Formation AGRICULTURE

Programmes statistiques 2008
------------------------------

page

### **MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'EMPLOI**

Insee - Direction des statistiques d'entreprises

Département de l'industrie et de l'agriculture (DIA) - Division Agriculture .....2

### **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE**

- Service central des enquêtes et études statistiques - SCEES .....7

- Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture - DPMA.....27

**Mutualité sociale agricole (MSA)**..... 32

**Résumé des programmes statistiques 2004-2008 des services producteurs de la formation  
Agriculture** .....34

## **1. Exposé de synthèse**

En matière agricole, l'Insee effectue à travers sa division Agriculture des synthèses statistiques et des études. Il ne réalise aucune enquête statistique mais effectue, par contre, des opérations statistiques d'appariement entre des fichiers d'enquêtes agricoles et des fichiers fiscaux.

Les travaux de la division Agriculture de l'Insee sont structurés autour de trois thèmes.

- **L'élaboration des comptes de l'agriculture** afin d'alimenter le cadre central de la comptabilité nationale et de produire un compte spécifique, présenté à la commission des comptes de l'agriculture de la nation et transmis à Eurostat. Tous ces travaux s'effectuent en collaboration avec le Scees.
- **L'élaboration de trois indices mensuels de prix agricoles** à savoir l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP), l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) et l'indice des prix de gros alimentaires relevés à Rungis (IPGA). Les deux premiers indices sont transmis à Eurostat.
- **La production d'études.** Elles sont relatives au fonctionnement économique des exploitations (analyse des coûts de production à partir d'un modèle développé par l'Insee, le Scees et l'Inra sur la base Rica, ou encore des performances économiques à partir du fichier fiscal des bénéficiaires réels agricoles ou du RICA). Elles concernent également les revenus globaux des ménages d'agriculteurs (c'est à dire y compris les revenus non agricoles du ménage) à partir des appariements du Rica avec la source fiscale ménage (IRPP) ou encore des fichiers de la CMSA. Elles s'intéressent aussi à la formation du prix des terres agricoles à partir du fichier des notifications individuelles des notaires aux SAFER.

Par ailleurs, la division agriculture contribue à l'élaboration des comptes nationaux des industries agroalimentaires. Elle analyse les évolutions de cette branche et suit les questions méthodologiques.

## **2. Travaux nouveaux pour 2008**

### **2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

Néant

### **2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs**

En collaboration avec le Scees et la Scafr ( société d'étude pour l'aménagement foncier et rural), des études sur la formation du prix des terres agricoles seront entreprises à partir du fichier des notifications individuelles des notaires aux SAFER sur quinze ans. Ce travail devrait aboutir à un modèle de type « indices hédoniques » permettant de suivre le niveau et l'évolution de la valeur des terres agricoles.

L'emploi et les revenus des agriculteurs en prenant en compte leurs différentes activités (salarisées ou non) seront analysés. On utilisera pour cela les fichiers des cotisants à la Mutualité sociale agricole (MSA) et la nouvelle base « non -salarisés » qui sera mise à disposition par l'Insee à partir de mi 2008. Ils donneront lieu à l'analyse de la pluri-activité des exploitants.

Les travaux d'appariement entre les fichiers fiscaux entreprises et les enquêtes structures pour l'analyse des performances des exploitations ou encore la valorisation de l'appariement Rica-IRPP réalisé en 2005 sur les revenus de 2003 seront poursuivis.

### **2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2008.**

En matière de **comptes nationaux de l'agriculture** : après le passage à la base 2000 et l'élaboration des premières séries longues du compte de patrimoine intervenues en 2006, il ne devrait pas y avoir de travaux nouveaux importants mais des travaux de consolidation en vue de la future base 2005. Les travaux de documentation de la base 2005 seront achevés avec, notamment, la réalisation d'un document de travail décrivant la méthode d'élaboration du compte de patrimoine de la branche agricole et ses principaux résultats. Cette année sera mise à profit pour réfléchir aux conséquences que pourraient avoir le remplacement du SIE par Esane sur la publication des comptes.

En matière d'**indices conjoncturels des prix agricoles** : il s'agira de préparer le changement de base qui sera effectif à partir de janvier 2009. Il est prévu de suivre d'autres produits pour l'IPPAP (lait de chèvre, canne à sucre et banane) et d'améliorer le suivi de certains produits (volaille, pomme de terre ou encore distinguer au sein des fruits et légumes ceux destinés à la conservation). A partir de 2008, l'indice du prix d'achat des moyens de production agricole s'appuiera sur l'enquête renouvelée « prix des consommations intermédiaires » mis en œuvre par le Scees

En matière d'**études**, dans le cadre d'un projet de recherche européen du 7eme PCRD, en collaboration avec l'Inra, une rénovation du modèle prix et coût de production sera entreprise. Ces travaux qui commenceront en 2008 se dérouleront sur trois ans. Il s'agira de développer un modèle en appliquant différentes méthodes d'estimation à partir de la base européenne du Rica, de valider ces modèles et de tester leur performance afin de livrer un programme fonctionnel, puis, dans un second temps, d'utiliser ce modèle pour comparer les performances des exploitations agricoles ou encore pour analyser *ex ante* les effets des politiques publiques. La France (Inra et l'Insee) est plus particulièrement chargée de la mise en place de la plateforme opérationnelle d'utilisation du modèle.

### **3. Opérations répétitives**

#### **3.1. Enquêtes**

Néant

#### **3.2. Exploitation de fichiers administratifs**

Néant

#### **3.3. Autres travaux**

- Elaboration des comptes nationaux de l'agriculture (cadre central)
- Elaboration des comptes économiques de l'agriculture (comptes européens, présentés à la CCAN) : comptes prévisionnels, comptes provisoires et ses révisions successives.
- Elaboration de l'indice mensuel de prix des produits agricoles à la production (IPPAP)
- Elaboration de l'indice mensuel de prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA)
- Elaboration de l'indice mensuel de prix de gros alimentaire, relevés à Rungis (IPGA)

### **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

Sans objet

### **5. Aspects particuliers du programme 2008**

#### **Aspects « européens »**

Les comptes économiques de l'agriculture font l'objet d'un règlement du Conseil et du Parlement européens depuis début 2004. L'indice de prix des produits agricoles à la production (IPPAP) et l'indice mensuel de prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) sont des indices de prix mensuels définis également au niveau européen mais qui ne sont pas couverts par un règlement.

La division Agriculture de l'Insee représente la France au groupe de travail européen « Comptes et prix agricoles ». Elle participe par ailleurs, au Comité permanent de la statistique agricole.

La division pourra par ailleurs être sollicitée dans le cadre d'actions d'appui dans les domaines des comptes et des indices de prix agricoles.

## 6. Diffusion des travaux

Les travaux présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation (CCAN) sont publiés sur le site Internet de l'Insee, avec l'essentiel des séries longues (depuis 1959). Les publications papier sont effectuées par l'Insee en ce qui concerne la commission de juin et par le Scees en ce qui concerne celle de décembre.

Les indices de prix agricoles (IPA) sont publiés chaque mois par l'Insee dans une « Informations Rapides » et sont également disponibles sur le site internet de l'Insee.

Les études sont publiées sous forme d' « Insee Première » ou d'articles dans « Economie et Statistique »

Des « Insee Méthodes » documentent la confection des différents comptes et indices.

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008

Le tableau suivant actualise le programme propre à la division Agriculture

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Comptes annuels de l'agriculture et passage à la base 2000	Division Agriculture de l'Insee	Passage à la base 2000 réalisé en juin 2005	Noyau « dur ». Opération permanente. Changement de base périodique (environ tous les 5 ans) Exigence européenne et nationale (comptabilité nationale)
Indices de prix agricoles (IPPAP, IPAMPA, IPGA) et passage à la base 2000	Division Agriculture de l'Insee	Passage à la base 2000 de l'IPPAP et l'IPAMPA réalisé début 2004, celui de l'IPGA début 2005	Noyau « dur » pour l'IPPAP et l'IPAMPA. Opération permanente (mensuelle). Changement de base périodique (environ tous les 5 ans) Exigence européenne (gentlemen agreement) ce qui concerne l'IPPAP et l'IPAMPA
Appariement RICA-source fiscale ménages	Division Agriculture de l'Insee	Réalisé en 2005. Première étude publiée en février 2006	Noyau « dur ». Opération périodique (environ tous les 6 ans), spécifique à la France, mais nécessaire pour répondre à Eurostat sur le revenu global des ménages

## **ANNEXE : Publications diffusées en 2007**

- **Insee Première :**

Bernard CHEVALIER - Les agriculteurs recourent de plus en plus à des prestataires de service (N° 1160, octobre 2007).

Jean-Michel ANNEQUIN - L'Agriculture en 2006 en Europe et en France (N°1146- juillet 2007)

Jacques BERGER : les marchés agricoles en 2006 : envolée des prix (N°1141- juin 2007)

Claire LESDOS - Les comptes prévisionnels de l'Agriculture pour 2006 : hausse des prix et redressement du revenu (N°1113- décembre 2006)

- **Rapport CCAN :** L'agriculture en 2006 (Rapport présenté à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation, session du 26 juin 2007), en collaboration avec le Scees.

- **Insee Référence :**

L'agriculture, nouveaux défis (Janvier 2007)

Ouvrage collectif avec les contributions du Scees, de l'Inra, de la DGTPE, du Cepii, de la MSA du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du ministère de l'écologie et du développement durable.

Contribution de la division Agriculture à 9 articles

- L'agriculture, de nouveaux défis : Bernard Legris
- Politique agricole commune et inégalités de revenu agricole :  
Mélanie Chassard et Bernard Chevalier
- L'agriculture sur trente ans ; une analyse comparative avec l'industrie et les services :  
Véronique Guihard
- Prix et coûts de production des grandes cultures : Dominique Desbois et Bernard Legris
- Les exploitations agricoles européennes et françaises : Nathalie Delame et Vincent Chatelier
- Le commerce extérieur agroalimentaire de la France: Gérard Thomas
- Consommation et mode de vie : Vanessa Bellamy et Claire Plateau
- De 1997 à 2003, repli du revenu disponible et du niveau de vie des agriculteurs malgré la Pluriactivité : Olivier Guillemain et Bernard Legris
- De plus en plus de conjoints d'agriculteurs travaillent hors de l'exploitation :  
Nathalie Delame et Gérard Thomas

- **Publications à l'extérieur de l'INSEE**

Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2006. (Rapport présenté à la commission des comptes de l'agriculture de la Nation, session du 20 décembre 2006). (Publié dans Agreste Cahiers, Scees, 2006).

## **Prévision de publications pour fin 2007 et 2008**

- **Insee Première :**

Claire LESDOS - Les crises sanitaires dans la filière viande : un impact limité à long terme sur la consommation Les crises sanitaires

Bernard CHEVALIER et Nathalie DELAME - Le développement et les performances des formes sociétaires

Jacques BERGER - Les marchés agricoles en 2007

Bernard LEGRIS - La pluriactivité des exploitants agricoles.

Jean-Michel ANNEQUIN - L'Agriculture en 2007 (compte CCAN provisoire) juillet 2008

Claire LESDOS- CAUHAPE - L'agriculture en 2007 (compte CCAN prévisionnel) décembre 2007

**Insee Méthodes :**

Le compte spécifique de l'agriculture

L'inventaire européen de l'agriculture

Le compte national de l'agriculture, pêche et sylviculture

**Economie et Statistique**

Dossier sur le foncier avec la collaboration d'organisme extérieur

**Document de travail :**

Le compte de patrimoine de la branche agriculture

## **1. Exposé de synthèse**

En 2008, au terme de deux années consacrées à la réforme de la statistique agricole, tous les services régionaux de l'information statistique et économique (SRISE) des directions régionales de l'agriculture et de la forêt assureront pleinement les opérations et travaux confiés au niveau déconcentré sous le pilotage du service central des enquêtes et études statistiques (Scees). Cette nouvelle organisation totalement opérationnelle permettra de viser trois objectifs :

- accroître la qualité des productions ;
- accroître la visibilité de la statistique agricole en se centrant sur les travaux à valeur ajoutée ;
- améliorer l'efficacité des actions en faisant évoluer les outils, les méthodes, l'organisation et les modes de communication.

Ces objectifs constituent les lignes directrices des travaux qui seront menés en 2008.

Deux **enquêtes nouvelles** seront réalisées. D'une part, le recensement de la salmoniculture et celui de la pisciculture marine établiront le niveau de production par une enquête sur le champ complet (à la suite des mises à jour faites depuis 1997 par des enquêtes annuelles par sondage) ; ils actualiseront aussi les données structurelles sur les élevages. D'autre part, l'enquête sur les cheptels et les installations d'élevage permettra d'évaluer les deux programmes de maîtrise des pollutions d'origine animale (PMPOA) et d'aide à la modernisation des bâtiments d'élevage, mais également de mettre à jour les données caractérisant les outils de production animale (bovine, ovine, caprine et porcine). Chacune de ces enquêtes a été présentée devant la formation Agriculture le 23 avril 2007 pour examen d'opportunité.

**L'exploitation de fichiers administratifs** se poursuivra dans deux domaines :

- la collecte mutualisée de données, pour alimenter un entrepôt de données ministériel, dont le Scees assurera la maîtrise d'ouvrage ; tous les fichiers administratifs d'aides aux agriculteurs sont concernés (aides couplées ou découplées de la production, aides agro-environnementales) ; l'utilisation de fichiers administratifs est pleinement intégrée à la préparation du recensement agricole prévu en 2010 et fait l'objet d'une expérimentation en 2007.
- l'utilisation du fichier national centralisé des sites d'élevage porcin lié à la base de données nationale d'identification (BDNI) porcine ; une interrogation des sites sur la capacité par grande catégorie d'animaux (troues, porcelets, porcs à l'engrais) sera réalisée en 2008 pour optimiser l'échantillonnage.

L'exploitation de fichiers administratifs permettra par ailleurs de faciliter les estimations précoces d'assolement, de fournir l'estimation des cheptels bovins et les données d'emploi (Insee, Scees, MSA).

**Les autres travaux statistiques** prévus en 2008 sont :

- la préparation du recensement agricole 2010, engagée au niveau européen et national ; la réalisation probable d'une enquête par sondage sur les méthodes de production à orientation agro-environnementale se fera en parallèle au recensement ; diverses actions organisationnelles et techniques seront menées en 2008 ainsi que la définition du questionnaire lui-même lorsque le règlement européen aura été adopté.
- les statistiques de déchets agricoles, en réponse au règlement européen 2150/2002 du Conseil (transmission à Eurostat en juin 2008 sur l'année de constat 2006).
- l'opération de synthèse "valeur vénale des terres", rénovée à l'aide d'un modèle permettant de suivre le niveau et l'évolution de la valeur.
- La fin de la reprise par le Scees des chaînes de production amont du réseau d'information comptable agricole (RICA) et des marchés d'hébergement et de maintenance.

- les tests de mise en œuvre de la nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles rendue nécessaire par le découplage des aides de la politique agricole commune (PAC).
- la stabilisation de la méthodologie employée pour établir la statistique agricole annuelle (SAA) et les comptes régionaux de l'agriculture.
- la définition d'une méthode de réalisation d'un bilan fourrager complet qui sera fournie à la direction générale de l'agriculture de la commission européenne.

Parmi les **opérations répétitives** figurent une vingtaine d'enquêtes (cf. liste en annexe) et le RICA dont le plan de sélection présenté par une fiche spécifique a été validé par la formation Agriculture le 23 avril 2007.

**L'allègement de la charge statistique** des entreprises est prise en compte dans les travaux de préparation du recensement agricole 2010 et ceux relatifs aux enquêtes statistiques sur les abattages de volaille auxquelles se substituerait en 2008 une déclaration administrative.

Le programme 2008 se caractérise :

- par la fourniture de données localisées, ou détaillées au plan géographique, la plupart des enquêtes y contribuant à des degrés divers ;
- par des apports sur les préoccupations environnementales, l'occupation du territoire, les déchets, les pratiques culturelles ou encore les impacts sur l'environnement.

Au niveau européen, le programme moyen terme 2008-2012 entrera en application et le projet de remplacement du règlement 571/188 sera présenté au conseil et au parlement début 2008. Ce texte fixera la réalisation du recensement agricole 2010 et des trois enquêtes spécifiques (méthodes de production, structures 2013 et 2016).

La **diffusion des travaux** de la statistique agricole a pour principal vecteur le site Internet Agreste. L'enrichissement et la rénovation, entamés en 2006 et poursuivis en 2007, seront approfondis en 2008, notamment pour la conjoncture selon trois volets : informations rapides, synthèses mensuelles; données en ligne. La base de données agrégées Datagreste sera rénovée pour être remplacée par l'outil de « diffusion interactive des statistiques agricoles de référence » (DISAR). La liste des publications (6.2) illustre la diversité des produits de valorisation des travaux de la statistique agricole.

Par ailleurs, **dans le domaine des IAA** (dont le programme a été présenté devant la formation industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie du CNIS), la qualité des enquêtes continuera d'être un objectif prioritaire. Le respect des délais sera poursuivi ainsi que l'amélioration de la cohérence inter-sources. Comme chaque année maintenant un bilan qualité sera élaboré pour l'EAE ainsi que le rapport d'évaluation de la Charte de qualité des enquêtes de branche. L'amélioration du taux de couverture de l'IPI sera poursuivie a priori par une enquête sur les spiritueux et sur le vin si l'étude qui doit être menée en 2007 aboutit. En 2008 les enquêtes IPI devront tenir compte de la nouvelle nomenclature mais les résultats devront être fournis dans les deux nomenclatures jusqu'en 2011. Par ailleurs l'enquête IPCI sera réalisée sur les nouvelles séries retenues au cours de l'enquête préliminaire réalisée en 2007. L'enquête sur les dépenses de protection de l'environnement comportera le volet « dépenses courantes » en plus des « investissements et des études ».

En 2008, la France transmettra à Eurostat les statistiques sur les déchets définies par les annexes 1 et 2 du règlement statistique 2150/2002. Le Scees participe à cette opération. Il a directement en charge la réponse concernant les déchets organiques des IAA. Dans ce cadre, une première réponse élaborée en 2007, en concertation avec les organisations professionnelles, devrait conduire à la mise en place d'enquêtes pilotes dans quelques secteurs. Un bilan de cette opération sera fait en 2008 pour proposer un dispositif pérenne en 2009.



Le Sceess'impliquera activement dans :

- la participation aux travaux intersectoriels animés par l'Insee, prévus dans le cadre du moyen terme 2004-2008, notamment la mise en place en 2008 des nouvelles nomenclatures d'activité et de produits ainsi que le programme de refonte de la statistique annuelle d'entreprise, Resane ;
- la poursuite de l'exploitation des bénéfiques industriels et commerciaux pour les petites unités en dessous du seuil d'interrogation de l'enquête annuelle d'entreprise ;
- l'exploitation et la diffusion des résultats de l'enquête triennale sur les matières premières utilisées dans la fabrication d'aliments composés pour animaux de ferme, de l'enquête communautaire sur l'innovation technologique dont la collecte est assurée par le Sessi fin 2007 et de l'enquête thématique sur les changements organisationnels et les nouvelles technologies de l'information et de la communication dont la collecte est assurée par l'Insee.

## **2. Travaux nouveaux pour 2008**

### **2.2 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an**

- **Recensements de la salmoniculture et de la pisciculture marine**

Les précédents recensements sur ces secteurs d'activité ont été réalisés en 1997. L'objectif est d'actualiser la connaissance des caractéristiques structurelles des élevages (modes d'élevage, structures des exploitations) et de recalculer les niveaux de production estimés annuellement par enquête par sondage. Le recensement de la salmoniculture se déroulera sur le terrain au printemps 2008, celui de la pisciculture marine à l'automne 2008.

L'avis d'opportunité favorable pour ces deux recensements a été donné par la formation Agriculture le 23 avril 2007.

- **Enquête sur les installations d'élevage**

En 2001, avait été intégré aux enquêtes habituelles de novembre, sur les cheptels bovins, ovins, caprins et porcins, un questionnaire spécifique sur les installations d'élevage (bâtiments et installations de stockage d'aliments et d'effluents). L'objectif était d'une part d'évaluer le parc disponible et d'autre part de faire un état des lieux des capacités de traitement des déjections animales au terme du premier programme de maîtrise des pollutions d'origine animales (PMPOA).

En 2002, un deuxième programme PMPOA a été mis en place par le ministère de l'agriculture et de la pêche, ainsi qu'un programme d'aide à la modernisation des bâtiments d'élevage (plan bâtiment). L'un et l'autre touchent à leur terme en 2008. A la demande notamment des services concernés du MAP, un renouvellement de l'interrogation de 2001 en novembre 2008 permettrait d'évaluer l'impact de ces deux nouveaux programmes, et de façon plus générale, de mettre à jour les données disponibles sur les outils de production animale.

Cette enquête pourrait être étendue au secteur de la volaille en 2009, de façon déconnectée des enquêtes annuelles cheptel de novembre qui ne portent que sur les gros animaux.

L'avis d'opportunité favorable pour cette enquête a été donné par la formation Agriculture le 23 avril 2007.

### **2.3 Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2008**

- **La collecte mutualisée de données au ministère de l'agriculture et de la pêche**

Le ministère de l'agriculture et de la pêche a confié au Sceesla maîtrise d'ouvrage de la collecte mutualisée des données pour l'alimentation d'un entrepôt de données ministériel en cours de création. Cette collecte mutualisée concerne tous les fichiers administratifs de la sphère agricole, et en particulier les fichiers d'aides (aides couplées, aides découplées, aides agro-environnementales). Elle permettra en particulier au Scees de poursuivre les estimations précoces des assolements mises en place en 2006. En effet ces dernières ne pourront plus à partir de 2008 reposer sur le système actuel du fait de la refonte totale des systèmes d'information des Offices agricoles. Elle permettra également d'étudier de nouveaux fichiers d'aides, en particulier dans le domaine agro-environnemental. Elle permettra enfin de préparer l'utilisation des fichiers administratifs dans le cadre du prochain recensement agricole qui aura lieu en 2010, afin d'alléger la charge de réponse aux enquêtes auprès des exploitants.

- **Fichier des sites d'élevage porcin (BDNI porcine)**

Le fichier national centralisé des sites d'élevage lié à la base de données nationale d'identification (BDNI) porcine se généralise. Le Scees a utilisé pour la première fois le fichier de sites en Bretagne comme base de sondage pour l'enquête cheptel de novembre 2006, et a basculé pour cette région l'enquête de mai 2007 dans ce nouveau système. L'intérêt d'interroger directement des sites plutôt que des exploitations est de disposer d'une base régulièrement actualisée et d'assurer un suivi plus simple de l'échantillon au cours des années successives. L'extension au reste de la France suppose, outre une analyse préalable de la qualité du répertoire central, une interrogation des sites sur les capacités par grande catégorie d'animaux (troues, porcelets en post-sevrage, porcs à l'engrais) afin de construire une stratification permettant d'optimiser l'échantillonnage. Cette interrogation sera menée au printemps 2008.

## **2.3 Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2008**

- **La préparation du recensement agricole 2010**

Les travaux de préparation du RA2010 ont été engagés tant au niveau européen que national. Du côté européen, le projet de règlement organisant le recensement et les enquêtes Structures 2013 et 2016 a été longuement débattu en 2006 en groupes techniques avec Eurostat, et la Commission a transmis en mai 2007 sa proposition au Conseil et au Parlement. Le règlement devrait inclure la réalisation parallèle au recensement d'une enquête par sondage sur les méthodes de production, à orientation agro-environnementale.

Du côté national, il a été décidé de maintenir inchangés les seuils de taille relatifs à la définition statistique des exploitations agricoles. Il a également été décidé de repenser totalement la phase de saisie-contrôle des données, dans un double objectif de modernisation et d'adaptation au contexte nouveau créé par la réforme de la statistique agricole avec la disparition des échelons départementaux. En particulier, on s'oriente vers une saisie directe des questionnaires par l'enquêteur sur un matériel portable lors de l'entretien avec l'exploitant ; une expérimentation sera menée sur l'enquête Structures 2007 dans deux régions. Outre la conduite de cette expérimentation, l'année 2007 est consacrée à l'approfondissement de divers chantiers organisationnels et techniques : possibilité de mobiliser des données administratives en substitution ou en complément de l'enquête, organisation des contrôles des données, rôle et profil des intervenants, positionnement du recensement de la viticulture dans le dispositif, organisation de la phase de constitution de la liste des exploitations à enquêter. La définition du questionnaire lui-même sera menée en 2008, lorsque le règlement européen aura été adopté.

- **Les statistiques de déchets agricoles**

La réponse au règlement 2150/2002 du Conseil du 25/11/2002 sur les statistiques des déchets doit être transmise à Eurostat au plus tard en juin 2008 sur l'année de constat 2006. Pour les déchets issus de l'agriculture, il s'agira de la première transmission. Pour préparer cette échéance, une étude pilote balayant les sources disponibles et incluant un premier essai de quantification de la production de déchets a été réalisée en 2004 en collaboration avec l'IFEN et l'ADEME. Cette étude a été actualisée fin 2006. Ces travaux concluent à la possibilité de mobiliser les données existantes ou de procéder à des estimations indirectes sur la base de ratios techniques, plutôt que de réaliser des enquêtes spécifiques au résultat peu assuré.

- **L'opération de synthèse « Valeur vénale des terres »**

Suite aux explorations menées par un groupe de travail interne à la statistique agricole en 2006, et aux travaux méthodologiques conduits en 2007, l'opération de synthèse « valeur vénale des terres », dont l'objectif est de fournir des valeurs de référence du prix des terres agricoles, fera l'objet d'une refonte complète en 2008. Le groupe de travail avait en effet conclu sur la nécessité de rénover l'opération en deux temps. En 2007, l'opération a été simplifiée et allégée, de façon à faciliter le travail des SRISE en la matière tout en rendant plus robustes et plus cohérents les résultats. En parallèle, un travail méthodologique est actuellement mené, associant le Scees, la Division Agriculture de l'Insee, et la SCAFR, société de conseil pour l'aménagement foncier rural, autour de l'analyse et de la modélisation des déterminants du prix du foncier agricole, à partir du fichier des notifications individuelles des notaires aux SAFER sur quinze ans. Ce travail méthodologique devrait aboutir à un modèle de type « indices hédoniques » permettant de suivre le niveau et l'évolution de la valeur des terres agricoles. L'objectif est de mettre en œuvre ce modèle à partir de 2008. L'opération « Valeur vénale des terres », qui repose aujourd'hui sur la synthèse raisonnée de tableaux statistiques, de dires d'experts, et d'enquêtes optionnelles auprès de notaires ruraux, serait ainsi complètement renouvelée.

- **Le RICA**

L'année 2008 verra la reprise complète par le Scees des chaînes de production amont du RICA et des marchés d'hébergement et de maintenance informatiques y afférant. Ce sera l'aboutissement d'un processus entamé dès 2005 et 2006 avec le transfert des chaînes aval de production des fichiers de diffusion, qui se poursuit en 2007 avec la préparation du transfert des chaînes amont et la reprise des marchés.

- **La nouvelle typologie des exploitations agricoles**

La réflexion sur la nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles rendue nécessaire par le découplage des aides a débuté en fin d'année 2005. Les propositions de la Commission européenne sont en voie de finalisation. L'année 2008 sera donc consacrée aux tests de mise en œuvre de cette nouvelle typologie en France. Il conviendra également d'anticiper l'application de cette nouvelle typologie pour la publication des résultats du recensement agricole 2010, avec une rétropolation des résultats sur le recensement 2000 afin d'assurer les comparaisons temporelles. Dans le prolongement des travaux sur la typologie, une nouvelle définition de l'exploitation professionnelle sera proposée.

- **La statistique agricole annuelle (SAA) et les comptes**

Une réforme des comptes régionaux de l'agriculture intervient en 2007 avec la suppression du calcul des comptes complets au niveau départemental. Les travaux sur l'année 2008 viseront à stabiliser la méthodologie employée.

Dans le prolongement des travaux sur la typologie des exploitations agricoles, une réforme des comptes par catégorie d'exploitations est engagée en 2007. Cette réforme consiste à s'appuyer sur les résultats annuels du RICA et à les actualiser grâce à des indices conjoncturels en cohérence avec les comptes de l'agriculture. Cette réforme est en cours de test en 2007 et devrait être mise en œuvre en 2008.

La statistique agricole annuelle fait également l'objet d'une réforme en 2007 à la suite de la suppression des services départementaux de statistique agricole et de la création des SRISE. La liste des produits suivis, le niveau géographique de renseignement des données seront revus et les procédures d'estimation étendues. Cette nouvelle organisation sera mise en œuvre en 2008. L'année 2008 devra être consacrée à la consolidation des méthodes utilisées, à l'expertise des sources (notamment les fichiers administratifs) et à la rédaction des nouvelles instructions.

- **Le bilan fourrager**

La direction générale de l'agriculture de la Commission sollicite les Etats membres pour la fourniture d'un bilan fourrager (matrice des matières premières utilisées pour l'alimentation animale croisées avec les catégories d'animaux utilisateurs). Le Scees réalise depuis plusieurs années la marge « matières premières » de la matrice en s'appuyant sur le travail réalisé avec les bilans d'approvisionnement végétaux qui isole les utilisations en alimentation animale et l'enquête triennale sur les matières premières utilisées pour la fabrication d'aliments composés par les industriels. D'autres travaux sont en cours pour l'allocation des matières premières aux différentes catégories animales, mais non achevés. Ils s'appuient en partie sur un modèle de décomposition des aliments composés en matières premières en fonction des prix. En 2007 l'ensemble des travaux déjà réalisés devra être documenté. En 2008 les travaux devront être finalisés et aboutir à la définition d'une méthode de réalisation d'un bilan fourrager complet.

### **3. Opérations répétitives**

#### **3.1 Enquêtes**

- **Liste des enquêtes répétitives**

Cette liste figure en annexe 1.

- **Le RICA**

**Pour le RICA, l'échantillon 2007, comme les échantillons précédents, reprend les principes posés** après la baisse des effectifs de 2003 : stabilisation de l'effectif au niveau national à environ 7 300 exploitations agricoles, redistribution entre strates calibrées de façon à maintenir une représentativité par région et par OTEX, en prenant en compte la variabilité à l'intérieur de chaque OTEX, avec un maintien de l'effectif des exploitations au forfait.

### **3.2 Exploitation de fichiers administratifs**

Le Scees poursuivra en 2008 les estimations précoces d'assolement à partir de données issues des fichiers administratifs.

Il poursuivra également l'utilisation de la BDNI bovine pour l'estimation des cheptels de mai exigée par la réglementation européenne. Pour l'estimation de novembre, les travaux doivent se poursuivre pour mettre au point des méthodes pour les postes de la nomenclature européenne qui ne peuvent être directement renseignés à partir des caractéristiques des animaux présents dans la BDNI (par exemple la répartition des génisses entre celles destinées au renouvellement et celles destinées à la boucherie).

Par ailleurs, en collaboration avec l'Insee, les travaux de rapprochement des données d'emploi du Scees et de la MSA devraient se poursuivre pour permettre une utilisation plus systématique des données de la MSA pour les comptes, et plus généralement une clarification des concepts d'emploi utilisés et le développement de toutes les études sur le domaine.

### **3.3 Autres travaux**

Outre les opérations de synthèse renouvelées en 2008, le Scees continuera à mener les travaux de synthèses habituels en matière de :

- estimations avancées de la production et des rendements,
- suivi des marchés (analyse conjoncturelle),
- statistique agricole annuelle,
- comptes régionaux et comptes par OTEX,
- bilans d'approvisionnement.

## **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

L'allègement de la charge statistique des entreprises est prise en compte dans les travaux de préparation du recensement agricole 2010 et ceux relatifs aux enquêtes statistiques sur les abattages de volaille.

Pour satisfaire à leurs propres besoins administratifs (organisation des contrôles sanitaires prescrits par la Directive « Hygiène » et contrôle de la taxe d'abattages), la direction générale de l'alimentation du ministère de l'agriculture et de la pêche et l'office de l'élevage ont besoin d'accéder aux déclarations individuelles d'abattage pour chaque abattoir. Afin d'éviter une double interrogation des abattoirs concernés, tout en satisfaisant à la fois les besoins d'information administratifs et les besoins d'information statistiques, une déclaration administrative se substituera aux actuelles enquêtes statistiques sur les abattages de volaille, comme c'est déjà le cas pour les abattoirs d'animaux de boucherie. Cette substitution sera réalisée progressivement en 2007 et 2008.

## **5. Aspects particuliers du programme 2008**

### **5.1 Aspects "régionaux et locaux"**

Les différentes enquêtes répétitives (Teruti-Lucas sur l'occupation physique et fonctionnelle du territoire, enquêtes auprès des exploitations agricoles, enquêtes auprès des exploitations forestières et des scieries, enquêtes auprès des abattoirs) apportent toutes à des degrés divers des informations infra-nationales.

Les recensements 2008 de la salmoniculture et de la pisciculture marine fourniront des données détaillées sur le plan géographique du fait de leur exhaustivité.

Les enquêtes sur les installations d'élevage permettront également de produire des résultats pour les principales régions concernées.

Les exploitations de divers fichiers administratifs (fichiers d'aides, base de données nationale d'identification des bovins, casier viticole informatisé, ...) fournissent également des données localisées.

### **5.2- Aspects "environnement"**

L'enquête annuelle Teruti-Lucas permet une description de l'occupation physique et fonctionnelle du territoire et de ses évolutions, dont les utilisations potentielles sont multiples : paysage, urbanisation, ...

Les travaux sur les statistiques de déchets issus de l'agriculture menés en collaboration avec l'IFEN et l'ADEME en application du règlement communautaire 2150/2002 du 25/11/2002, devront déboucher mi-2008 sur des estimations de quantités de déchets produits et traités pour l'année 2006, par catégorie de déchets.

L'année 2008 verra la poursuite de l'exploitation des résultats des enquêtes sur les pratiques culturales en grandes cultures et en viticulture de fin 2006 et début 2007. Elle verra également la disponibilité des résultats de l'enquête Structures 2007, dont certains aspects concernent plus directement l'environnement (notamment des questions repérant la production de divers types de déchets, mais aussi des questions sur les cultures intermédiaires piège à nitrate, les cultures énergétiques, l'irrigation, ...).

Les enquêtes de novembre 2008 sur les installations d'élevage permettront d'éclairer certains aspects des relations entre les activités d'élevage et la préservation de l'environnement. De même, les recensements 2008 de la salmoniculture et de la pisciculture marine aborderont le thème de la gestion des rejets des élevages.

Des travaux de synthèse sont par ailleurs régulièrement menés sur le thème des relations entre l'agriculture et l'environnement, comme les bilans annuels d'azote et de phosphore, ou la participation au suivi des engagements du protocole de Kyoto.

### **5.3 Aspects "européens"**

L'année 2008 fait figure, en matière de statistiques agricoles européennes, d'année charnière car les grandes opérations spécifiques de la décennie s'achèvent : enquêtes sur la structure des exploitations agricoles 2007, enquête sur la structure des arbres fruitiers 2007. Les travaux d'analyse de ces deux enquêtes vont se poursuivre tout au long de l'année. Sur l'aspect structure des unités de production Eurostat a publié des résultats en bref sur une vingtaine de pays découlant des observations issues des enquêtes 2005. Des résultats sont attendus courant 2008 sur les évolutions par espèces du verger européen.

Les discussions sur les modifications du système communautaire de statistique agricole et son adéquation aux nouveaux besoins se poursuivent à la fois dans les groupes de travail et au sein du Comité permanent de la statistique agricole avec en toile de fond le programme statistique à moyen terme 2008-2012 en cours de discussion au niveau du groupe de travail statistique du Conseil des ministres.

Les débats sont difficiles car le passage à une Union à 27 a fortement accru les diversités de situations entre Etats membres à un moment où les directions utilisatrices des données sur l'agriculture souhaitent non seulement le maintien de la plupart des informations actuellement produites par les Etats membres mais également des développements sur des thématiques nouvelles.

#### **Opérations réalisées**

Les opérations de collecte ou de synthèse s'inscrivent au sein d'une réglementation européenne importante qui vise les nombreuses caractéristiques des filières agricoles : superficies, rendement et production de céréales et d'une quarantaine d'autres cultures ; effectifs par catégories des cheptels et prévisions de production de viande ; suivi de la collecte du lait et des fabrications laitières ; production et commercialisation des produits des industries alimentaires ; structures et évolution des activités des IAA ; établissement des indices de prix et des comptes de l'agriculture.

Il faut ajouter à cet ensemble d'opérations les analyses micro économiques au travers de la collecte d'information par le réseau d'information comptable agricole pilotées directement par la direction de la commission en charge à Bruxelles de l'agriculture.

#### **Projets de règlement européen**

Le remplacement du règlement 571/88 ou sa prolongation pour la période au-delà de 2007 a fait l'objet de nombreuses réunions à EUROSTAT, un projet a été officiellement mis sur la table du conseil et du parlement COM (2007) 245 Final . Une première discussion en groupe statistique du conseil a eu lieu le 30 mai 2007 sous présidence allemande. Ce texte fixe la réalisation d'un recensement agricole en 2010 et trois enquêtes spécifiques : l'une sur les méthodes de production par sondage à représentativité régionale, les deux autres à conduire par sondage en 2013 et 2016 auront à observer les évolutions structurelles des unités de production.

Un projet de simplification et d'unification des textes existants concernant les cheptels et les prévisions de production de viande a été présenté au conseil et au parlement rapidement : COM (2007) 129 Final.

La commission a transmis fin décembre 2006 le projet de règlement cadre statistique sur les pesticides, l'examen au conseil débute sous présidence allemande mais est suspendu à l'adoption

d'une directive cadre et d'un règlement sur les mises en marché. Ces trois textes sont examinés par différents groupes du Conseil.

Eurostat va, par ailleurs, entamer des discussions en groupe technique sur la simplification des textes sur les végétaux et sur l'éventualité d'un texte nouveau sur la consommation et l'utilisation des intrants et des pesticides par les exploitations agricoles. Ce dernier pose problème dans la mesure où un texte déjà en cours d'examen traite de ce sujet.

## **6. Diffusion des travaux**

- **Grandes orientations**

Le site Internet du Scees (Agreste) devient le vecteur le plus important pour la diffusion. Le sous site « données en ligne » met gratuitement à disposition du public un grand nombre de données numériques sous forme de tableaux Excel et d'hypercubes Beyond. L'enrichissement déjà réalisé en 2006 et 2007 sera poursuivi en 2008. La rénovation de la conjoncture verra son aboutissement en 2007 et les nouveaux produits de conjoncture seront présentés sur le site. En 2008, on trouvera pour tous les secteurs des informations rapides et des synthèses mensuelles et dans « données en lignes » des séries conjoncturelles détaillées par secteur. Le panorama conjoncturel mensuel aura une version web constituée d'un éditorial avec des liens vers des "synthèses" par domaine.

La réflexion globale sur la politique éditoriale est en cours et permettra une plus grande visibilité des produits du Scees en 2008.

.L'intégralité des chiffres et données sera en ligne sur Internet. La partie méthodologique sera étoffée. La publication papier sera alors un extrait de la version Internet.

La réforme de la statistique agricole, la création de pôles Diffusion dans les SRISE permet d'engager un travail d'harmonisation des publications en région. Les premières réalisations de "mémentos régionaux harmonisés" ont vu le jour au 4<sup>ème</sup> trimestre 2007.

Le projet de rénovation de la base de données agrégées DATAGRESTE est en cours (DISAR). Il s'intègre dans le projet global d'entrepôt de données du ministère.

- **Liste des publications :**

Se reporter à l'annexe 3.

## **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008**

**voir page suivante**

## 7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008

### Résumé des programmes statistiques 2004-2008

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi	Bilan
Inventaire communal	Insee – Scees	En 2008.		Reporté	Incompatible avec la charge de travail des services de statistique agricole Attente de l'aboutissement du projet Insee de "Base Permanente des équipements". Forte demande de la part des utilisateurs.
Généralisation de SIRENE aux entreprises agricoles	Insee – Scees	Sur la période 2004-2008	La couverture des personnes morales et physiques intervenant dans le secteur de l'agriculture par le répertoire inter- administratif est réalisée. Cependant, le nouveau règlement européen sur les répertoires et les unités statistiques implique d'introduire pour le seul usage de la statistique de nouvelles variables et d'identifier, au-delà des personnes, les exploitations. Ce chantier est à mener en collaboration entre l'Insee et le Scees.	En cours	La mise à jour de la base de sondage rénovée à partir des modifications enregistrées dans le répertoire SIRENE n'a pas été possible en raison de la réforme de la statistique agricole (suppression des services départementaux). Toutefois une procédure automatique du suivi des successeurs a été mise en place et des opérations ponctuelles d'avertissement de changement possible sur une exploitation ont eu lieu lors des enquêtes sur la structure des exploitations.

<b>Opérations</b>	<b>Unité</b>	<b>Prévision</b>	<b>Observations</b>	<b>Suivi</b>	<b>Bilan</b>
Enquêtes "structures des exploitations agricoles"	Scees	En 2005 et 2007 après 2003.	Application du règlement 571/88 du Conseil	Enquêtes 2003 et 2005 réalisées, enquête 2007 en cours	Réalisation conforme aux prévisions, publications diverses et résultats mis sur le site Agreste
Estimation des déchets de l'agriculture	Scees	Travaux pilotes en 2004 et 2005. Première quantification demandée mi-2008 sur 2006	Application du règlement 2150/2002 du Parlement européen et du Conseil	Etude pilote transmise à Eurostat mars 2005	Quantification 2006 en cours conformément aux prévisions. La mobilisation de données existantes (réseaux de collecte, ...) et les estimations (applications de ratios, dires d'experts) sont privilégiées plutôt que des enquêtes directes auprès des agriculteurs.
Enquête "alimentation porcine"	Scees	En 2004 et éventuellement en 2007.	Réponse à des préoccupations environnementales.	Réalisée en novembre 2004, réédition 2007 reportée	Publication de l'enquête 2004 Agreste Primeur janvier 2007 (retard imputable à manque de personnel)
Enquête "aviculture"	Scees	En 2004.	Volet sur le parc de bâtiments, l'environnement et le bien-être animal	Achevée mi-2005	Réalisation conforme aux prévisions, publications diverses et résultats mis sur le site Agreste, Mobilisation des résultats lors de la crise de l'influenza aviaire
Enquête "structure de la production de légumes"	Scees	En 2005.		Achevée fin 2005	Réalisation conforme aux prévisions, publications diverses et résultats mis sur le site Agreste
Enquête sur les signes officiels de qualité et d'origine	Scees	En 2005.		Achevée automne 2006	Réalisation conforme aux prévisions, publication Agreste Primeur juillet 2006 et résultats mis sur le site Agreste Forte demande des utilisateurs
Enquête sur les productions de l'agriculture "biologique"	Scees	En 2006.		Suppression	Priorité donnée à l'exploitation des sources administratives existantes par les acteurs (Agence Bio, Institut national de la qualité et de l'origine) Forte demande des utilisateurs
Enquête "Bâtiments d'élevage"	Scees	En 2006.	Version simplifiée de l'enquête de 2001.	Reportée fin 2008, préparation	L'année 2006 initialement envisagée pour l'enquête s'est révélée mal adaptée pour les utilisateurs, d'où report à 2008. Avancement des



				en cours	travaux comme prévu
Enquête "Pratiques culturelles"	Scees	En 2006.	Reprise du champ « grandes cultures » comme en 1994 et 2001, et extension à la viticulture début 2007	Collecte terminée, analyses en cours	Réalisation conforme aux prévisions Extension à la viticulture réalisée, en revanche pas d'extension aux légumes et vergers, incompatible avec la charge de travail
Enquête "vergers"	Scees	En 2007.	Application de la Directive 2001/109 du Parlement européen et du Conseil	Collecte terminée, analyses en cours	Réalisation conforme aux prévisions
Rénovation des enquêtes cheptels	Scees	Nouveau		Mise en place pour la Bretagne réalisée (Porcins) Utilisation de la BDNI bovine	Cheptel porcin : Utilisation du fichier des sites de la base d'identification porcine, en Bretagne d'abord (2006) puis en France (2009). Cheptel bovin : Utilisation de la Base De Données Nationale d'Identification bovine (BDNI) ; suppression de l'enquête de mai, allègement de celle de novembre
Recensements de la salmoniculture et de la pisciculture marine	Scees-DPMA	Nouveau	Précédents recensements en 1998, renouvellement programmé en 2008	Préparation en cours	Avancement des travaux comme prévu

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi	Bilan
Préparation RA 2010	Scees	Décennal	Règlement européen en cours de rédaction Innovations : saisie mobile des questionnaires et utilisation des fichiers administratifs	Préparation engagée dès mi-2006 Début de collecte terrain programmée automne 2010	Définition de l'exploitation agricole en tant qu'unité statistique Expertise organisationnelle et technique réalisée fin 2006 Expérimentation de la saisie mobile et de l'utilisation des fichiers administratifs dans le cadre de l'enquête Structures 2007
Compte annuels de l'agriculture et passage à la base 2000	Division Agriculture de l' Insee et Scees		Noyau "dur". Opération permanente. Changement de base périodique (environ tous les 5 ans). Exigence européenne et nationale (comptabilité nationale)	Passage à la base 2000 réalisé en juin 2005.	Le passage à la base 2000 des comptes a concerné de manière coordonnée le compte national de la responsabilité de l'Insee et les comptes infra-nationaux (par région, département et type d'exploitations) de la responsabilité du Scees
Indices de prix agricoles (IPPAP, IPAMPA, IPGA) et passage à la base 2000	Division agriculture		Noyau "dur" pour l'IPPAP et l'IPAMPA. Opération permanente (mensuelle). Changement de base périodique (environ tous les ans)  Exigence européenne en ce qui concerne l'IPPA et l'IPAMPA (gentleman's agreement).	Passage à la base 2000 et l'IPPAP et l'IPAMPA réalisé début 2004,  celui de l'IPGA début 2005	Le passage à la base 2000 a été également réalisé par le SceesSCEES pour les IPAMPA régionaux et l'IPPAP fruits et légumes

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi	Bilan
Appariement RICA-source fiscale ménages	Division Agriculture de l'Insee		Noyau "dur". Opération périodique (environ tous les 6 ans), spécifique à la France, mais nécessaire pour répondre à Eurostat sur le revenu global des ménages.	Réalisé en 2004-2005 (exercice comptable 2003). Première étude publiée en février	L'appariement est réalisé par l'Insee à partir des données d'identification précises collectées par le Scees. Le fichier RICA est ainsi enrichi de données sur les autres revenus du foyer

				2006	
Rénovation de la conjoncture	Scees	Seulement une légère amélioration de la diffusion avait été programmée	Mise en place de bases de données conjoncturelles de travail. Mise en place d'une nouvelle gamme de produits de diffusion sur le site Web : infos rapides, synthèses, données en ligne	Projet en voie d'achèvement en 2007	
Réforme des comptes régionaux et départementaux de l'agriculture	Scees	Non programmé initialement	Accompagnement de la réforme des services régionaux de statistique agricole, adaptation aux sources d'information disponibles	Réalisé en 2006 et 2007, première publication en juillet 2007	La réforme a consisté en une suppression de l'établissement de comptes complets au niveau départemental et à la mise au point d'indicateurs de revenu découlant des comptes régionaux et du RICA.

**ANNEXE 1 Liste des opérations répétitives en 2008**

CHAMP DE L'ENQUETE ET MODALITES D'EXECUTION	ETAT D'AVANCEMENT, DATE DE PUBLICATION OU DÉLAI DE PUBLICATION POUR LES OPÉRATIONS PÉRIODIQUES
<p align="center"><b>AGRICULTURE ET FORET</b></p> <p>Insee et <b>Ministère de l'agriculture et de la pêche</b></p>	
<p><u>Réseau d'information comptable agricole (RICA) et sondes technico-économiques du RICA</u></p> <p>Sondage auprès de 7300 à 7400 exploitations agricoles parmi lesquelles 200 environ donnent lieu à un dispositif d'observation complémentaire (sondes technico-économiques).</p>	<p>AGRESTE Primeur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1ers résultats année n : décembre n + 1</li> <li>- rapports annuels année n : décembre n + 1</li> </ul>
<p align="center"><b>Ministère de l'agriculture et de la pêche</b></p>	
<p align="center"><u>Enquêtes dans les DOM</u></p> <p>Les enquêtes effectuées dans les DOM sont rassemblées dans le dernier paragraphe.</p>	
<p align="center"><b>Structures agricoles et environnement</b></p>	
<p><u>Enquête sur l'utilisation du territoire Teruti-Lucas</u></p> <p>Observation par enquêteur de l'occupation physique et fonctionnelle du sol pour environ 330 000 points géoréférencés</p>	<p>résultats définitifs : AGRESTE Chiffres et Données, printemps 2009</p>
<p><u>Base de sondage rénovée des exploitations agricoles</u></p> <p>Enquêtes ponctuelles de mise à jour</p>	<p>Pour mémoire</p>
<p align="center"><b>Productions végétales</b></p>	
<p><u>Enquête sur la production des terres labourables</u></p> <p>Sondage réalisé par correspondance et téléphone auprès de 13 000 d'exploitations agricoles dans 67 départements sur les rendements et superficies par culture, et sur les prévisions de semis de la campagne suivante.</p>	<p>AGRESTE Conjoncture grandes cultures, du 15 août au 15 décembre suivant les cultures.</p>
<p><u>Enquêtes de prévision de production légumière</u></p> <p>Enquêtes auprès d'exploitants, de groupements de producteurs, de marchands de plants, de négociants ou de coopératives (les enquêtes concernent uniquement les principaux départements de production).</p>	<p>AGRESTE Conjoncture légumes, mensuel en cours de campagne.</p>
<p><u>Enquêtes de prévision de production fruitière</u></p> <p>Enquêtes auprès d'exploitants, de correspondants, de coopératives et de groupements de producteurs (les enquêtes concernent uniquement les principaux départements de production).</p>	<p>AGRESTE Conjoncture fruits, mensuel en cours de campagne.</p>
<td data-bbox="874 1917 1493 1951"></td>	
<p><u>Enquêtes de prévision de production vin</u></p> <p>Enquêtes auprès d'exploitants, de correspondants et de</p>	<p>AGRESTE Conjoncture viticulture, mensuel en cours</p>

coopératives de vinification (les enquêtes concernent uniquement les principaux départements de production).	de campagne.
<u>Enquête sur les stocks de pommes et poires</u> Enquête mensuelle auprès d'environ 350 stations de stockage fruitières (exploitation statistique de formulaires administratifs)	AGRESTE Conjoncture fruits, mensuel.
<b>Activités forestières</b>	
<u>Enquête annuelle d'entreprise dans les secteurs exploitation forestière et scierie</u> Enquête exhaustive auprès des entreprises employant 20 salariés et plus (300 entreprises). NAF : 02.0B, 20.1A.	AGRESTE Données début n + 2
<u>Enquête annuelle sur les branches d'activité : exploitation forestière et scierie</u> Enquête par sondage et par correspondance auprès de quelque 7 000 entreprises. NAF : 02.0B, 20.1A, 20.1B, 20.3Z	AGRESTE Chiffres et Données mai n+ 2
<u>Enquête annuelle sur la consommation d'énergie des établissements industriels (scieries)</u> Enquête par sondage auprès des établissements de dix salariés et plus. NAF : 20.1 A	Résultats définitifs : AGRESTE Données automne n+ 1
<u>Enquête annuelle sur la production et la vente de plants forestiers</u> Enquête exhaustive auprès des pépinières forestières et des négociants en plants forestiers	
<b>Statistiques animales</b>	
<u>Enquête cheptel bovin au 1<sup>er</sup> novembre</u> Sondage par téléphone auprès de 3 000 exploitations agricoles détenant des bovins (utilisation conjointe avec la BDNI)	AGRESTE Conjoncture productions animales janvier (premiers résultats de novembre). AGRESTE Conjoncture productions animales juin (premiers résultats de mai, basés sur la BDNI).
<u>Enquêtes cheptel porcin au 1<sup>er</sup> mai et 1<sup>er</sup> novembre</u> Sondage par téléphone auprès de 2 500 (1 <sup>er</sup> mai) et de 5 000 (1 <sup>er</sup> novembre) exploitations ou sites d'élevages détenant des porcins.	AGRESTE Conjoncture productions animales juin (résultats de mai) et janvier (premiers résultats de novembre).
<u>Enquêtes cheptel ovin et caprin au 1<sup>er</sup> novembre</u> Sondage par téléphone (1 <sup>er</sup> novembre) auprès de 5 700 exploitations agricoles détenant des ovins et 2 500 détenant des caprins.	AGRESTE Conjoncture productions animales janvier
<u>Enquête auprès des abattoirs de viande de boucherie</u> Enquête mensuelle exhaustive par correspondance	AGRESTE Conjoncture Gros animaux (mensuel)

auprès de 320 abattoirs (exploitation statistique des formulaires administratifs de déclaration d'abattages).	15-20 jours après le mois d'activité.
<u>Enquêtes auprès des abattoirs de volaille et ateliers de découpe</u>  Enquête mensuelle par sondage et par correspondance auprès de 200 abattoirs. Enquête trimestrielle par correspondance auprès de 45 ateliers de découpe. Enquête annuelle par correspondance auprès de 400 abattoirs sur les produits sous signe de qualité (Ces enquêtes devraient devenir des déclarations administratives d'abattages)	AGRESTE Conjoncture Aviculture (mensuel) 40 jours après le mois d'activité.
<u>Enquête sur l'activité des couvoirs</u>  Enquête hebdomadaire par correspondance auprès de 40 gros couvoirs, mensuelle auprès de 80 autres.	Idem
<u>Enquête sur l'activité des sélectionneurs et multiplicateurs de souche de volailles</u>  Enquête mensuelle exhaustive par correspondance auprès de 8 distributeurs de souches avicoles et 15 sélectionneurs (dindes et pintades).	Idem
<u>Enquête auprès des centres de conditionnement d'œufs</u>  Enquête annuelle auprès de 500 centres.	Idem
<b>Enquêtes réalisées dans les départements d'Outre-Mer</b>	
<u>Enquête sur l'utilisation du territoire Teruti-Lucas (Guadeloupe, Martinique, Réunion)</u>  Observation par enquêteur de l'occupation physique et fonctionnelle du sol pour environ 1 500 points géoréférencés	AGRESTE département
<u>Relevés mensuels des prix à la production (Guadeloupe, Martinique, Guyane)</u>  Sondage auprès d'un échantillon d'exploitations agricoles et de marchés forains.	AGRESTE départemental Conjoncture Publication mensuelle
<u>Indice des prix d'achats des moyens de production (Réunion)</u>  Relevés de prix auprès d'un marché de gros, de marchés forains et de grandes et moyennes surfaces.	AGRESTE départemental Publication hebdomadaire
<b>Enquêtes diverses</b>	
<u>Enquêtes sur la conjoncture agricole départementale</u>  Enquêtes auprès d'exploitants et de correspondants.	AGRESTE régional et départemental AGRESTE Conjoncture générale (mensuel)

## ANNEXE 2 Liste des publications

- **AGRESTE CONJONCTURE Bilan conjoncturel de l'année 2006**  
Annuel
- **AGRESTE CONJONCTURE Panorama mensuel**  
Mensuel
- **AGRESTE CONJONCTURE Infos Rapides** – format numérique-  
**Commerce extérieur agroalimentaire**  
mensuel (12 n° par an)
  - **Grandes cultures**  
mensuel sauf janvier et mars (10 n° par an)  
**Lait et produits laitiers**  
mensuel (11 n° par an)  
**Légumes**  
mensuel (12 n° par an)  
**Fruits**  
mensuel de mai à novembre (7 n° par an)
  - **Viticulture**  
mensuel de juillet à novembre (5 n° par an)  
**Productions animales**  
apériodique  
**Aviculture**  
mensuel (12 n° par an)  
**Commerce extérieur bois et dérivés**  
trimestriel (4 n° par an)
  - **Animaux de boucherie**  
mensuel (12 n° par an)  
Industries agroalimentaires  
trimestriel (4 n° par an)
- **AGRESTE CONJONCTURE Synthèses** – format numérique-  
Apériodique
- **AGRESTE CONJONCTURE Le bulletin** – format numérique-  
Mensuel
- **AGRESTE GraphAgri** Juin 2006 L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires 2006  
**AGRESTE GraphAgri** Juin 2007 L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires 2007
- **AGRESTE Primeur**

173	Janvier 2006	Les modes de culture modifient les calendriers de récolte Les productions migrent entre terres et serres
174	Janvier 2006	Les résultats 2004 des exploitations agricoles du Rica Amélioration globale
175	Mars 2006	Les femmes accèdent lentement à des statuts plus avantageux En agriculture, la parité n'est pas de mise
176	Avril 2006	Les dépenses 2004 de protection de l'environnement dans l'agroalimentaire L'emprise de la réglementation

- 177 Avril 2006 Les débouchés à l'exportation se réduisent depuis plusieurs années  
La filière avicole à l'aune de son passé
- 178 Mai 2006 La croissance des récoltes de bois ne nuit pas à l'environnement  
La forêt française préserve son avenir
- 179 Juin 2006 Les anciennes fermes collectives côtoient les exploitations familiales  
La mosaïque agricole des dix nouveaux membres de l'Union
- 180 Juin 2006 Les comptes provisoires de l'agriculture 2005 par catégorie d'exploitations  
Mauvaises récoltes mais bons résultats pour l'élevage
- 181 Juillet 2006 Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2005  
L'agrandissement va de pair avec l'essor des formes sociétaires
- 182 Juillet 2006 Enquête 2004 sur les signes officiels de la qualité et de l'origine  
AOC, label rouge et CCP peinent à l'exportation
- 183 Juillet 2006 Enquête annuelle d'entreprise IAA - résultats provisoires 2005  
Une croissance encore hésitante
- 184 Septembre 2006 La valeur vénale des terres agricoles en 2005  
Hausse pour les terres et les prés, repli pour certaines vignes
- 185 Novembre 2006 1,8 million d'hectares nécessaires pour le colza énergétique d'ici 2010  
Quelles surfaces pour les carburants verts ?
- 186 Décembre 2006 Les comptes prévisionnels par catégorie d'exploitations pour 2006  
Prix et revenus agricoles en hausse
- 187 Janvier 2007 **L'industrie laitière en 2005. Amélioration en demi-teinte**
- 188 Janvier 2007 Pour une meilleure rentabilité ou lutter contre les pollutions. L'alimentation  
porcine fonction des objectifs des éleveurs
- 189 Janvier 2007 Comtés, reblochons et camemberts de Normandie trouvent leur clientèle
- 190 Février 2007 Les résultats des exploitations agricoles du Rica. Difficultés pour le secteur  
végétal en 2005
- 191 Février 2007 Les petites exploitations agricoles en France. Une importance humaine plus  
qu'économique
- 192 Mars 2007 Emballage et marketing au cœur des nouveautés. Le marché comme ressort  
de l'innovation agroalimentaire
- 193 Mars 2007 La facture d'eau domestique en 2004. 177 euros par personne et par an
- 194 Mars 2007 100 000hectares de maïs irrigué en moins de 2003 à 2006. L'irrigation du  
maïs mise à mal par les sècheresse
- 195 Juin 2007 Les aides PAC aux surfaces en 2005. La géographie des aides aux grandes  
cultures
- 196 Juillet 2007 Les comptes provisoires de l'agriculture 2006 par région et catégorie  
d'exploitations. Redressement général de revenu
- 197 Juillet 2007 Introduction des droits à paiement unique en 2006. Les aides agricoles  
s'émancipent de la production
- 198 Juillet 2007 Enquête annuelle d'entreprise IAA résultats provisoires 2006. Dynamismes  
des investissements et des exportations

• **AGRESTE Cahiers**

- 1 janvier 2006 Panorama de la viticulture
- 2 février 2006 Les comptes prévisionnels de l'agriculture française pour 2005
- 3 mai 2006 Résultats économiques des exploitations agricoles en 2004
- 4 décembre 2006 Principaux résultats de l'enquête sur la structure des exploitations  
agricoles en 2005
- 1 juin 2007 Résultats économiques des exploitations agricoles en 2005



- 2 juillet 2007
- ▶ L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique
    - ▶ Un large éventail de revenus agricoles
  - ▶ Prix et coûts de production de six grandes cultures : blé, maïs, colza, tournesol, betterave et pommes de terre
  - ▶ Les effets de la proximité de la ville sur les systèmes de production agricoles
  - ▶ Les sociétés agricoles en pleine croissance

• **AGRESTE Chiffres et Données Agriculture**

- |     |          |      |   |
|-----|----------|------|---|
| 175 | janvier  | 2006 | Enquête bovine au 1er novembre 2001 - Bâtiments d'élevage   |
| 176 | février  | 2006 | Enquête aviculture 2004 + CD Rom  |
| 177 | mars     | 2006 | Rica France Tableaux standard 2004  |
| 178 | mars     | 2006 | Statistique agricole annuelle Résultats provisoires 2005 + CD Rom   |
| 179 | avril    | 2006 | Enquête ovine au 1er novembre 2001 - Bâtiments d'élevage + CD Rom   |
| 180 | avril    | 2006 | Enquête caprine au 1er novembre 2001 - Bâtiments d'élevage + CD Rom   |
| 181 | août     | 2006 | Guide d'utilisation d'Osiris - Outil de Suivi d'un Indicateur Régional d'Irrigation Spatialisé                    |
| 182 | août     | 2006 | Statistique agricole annuelle - Résultats 2005 + CD Rom   |
| 183 | octobre  | 2006 | Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2005 + CD Rom   |
| 184 | octobre  | 2006 | Bilans d'approvisionnement agroalimentaires 2004-2005 + CD Rom  |
| 185 | novembre | 2006 | Les comptes de l'agriculture, régionaux, départementaux et par catégorie d'exploitation de l'agriculture + CD Rom |
| 186 | novembre | 2006 | Structures de la production légumière 2005  |
| 187 | novembre | 2006 | Le prix des terres agricoles en 2005  |
| 188 | février  | 2007 | Aviculture 2005   |
| 189 | mars     | 2007 | Rica France Tableaux standards 2005   |
| 190 | mars     | 2007 | Statistique agricole annuelle Résultats provisoires 2006  |
| 191 | juin     | 2007 | Statistique agricole annuelle Résultats provisoires 2006  |

• **AGRESTE Chiffres et Données Agroalimentaire**

- |     |          |      |   |
|-----|----------|------|---|
| 137 | janvier  | 2006 | Lait et produits laitiers en 2004   |
| 138 | février  | 2006 | IAA Entreprises de 20 salariés ou plus - EAE : Résultats sectoriels et régionaux 2004 + CD Rom  |
| 139 | février  | 2006 | Exploitations forestières et scieries Enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales<br>Résultats sectoriels et régionaux des entreprises 2004 - 2003        |
| 140 | mars     | 2006 | Industries agricoles et alimentaires - Enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales - Résultats sectoriels 2002 et régionaux 2003                          |
| 141 | avril    | 2006 | Récolte de bois et production de sciages en 2004  |
| 142 | avril    | 2006 | Coopération agricole - Organismes coopératifs agricoles employant 10 salariés et plus<br>Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2004 |
| 143 | octobre  | 2006 | Industries agricoles et alimentaires - Enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales<br>Résultats sectoriels et régionaux 2004                              |
| 144 | décembre | 2006 | Les consommations d'énergie dans les industries agricoles et alimentaires et les scieries en 2005   |
| 145 | janvier  | 2007 | Lait et produits laitiers 2005  |

146	février	2007	Production des IAA en 2005 Enquête de branches et statistique Prodcom
147	février	2007	Exploitations forestières et scieries Enquête annuelle d'entreprise et sources fiscales. Résultats sectoriels et régionaux des entreprises 2005-2004
148	février	2007	IAA Entreprises de 20 salariés et plus. Enquête annuelle d'entreprise. Résultats sectoriels et régionaux. 2005
149	mai	2007	Coopération agricole- Organismes coopératifs agricoles employant 10 salariés et plus EAE principaux résultats 2005

- **Divers**

Les aides PAC aux surfaces – Année 2005. Publication réalisée conjointement par l'ONIC, l'ONIOL et le Scees

## **1. Exposé de synthèse**

Le Bureau central des statistiques (BCS) est chargé de piloter au sein de la direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA), avec une équipe de 6 personnes la collecte et la valorisation des informations relatives aux pêches maritimes et à l'aquaculture. Le BCS encadre techniquement l'activité de collecte et de saisie du Centre national de traitement statistique de Lorient (CNTS) dont les personnels (au nombre de 15) dépendent des Affaires maritimes.

Depuis des années, la statistique des pêches s'appuie sur des moyens très limités, insuffisants par rapport aux attentes de l'administration, des organismes internationaux et des professionnels dans un contexte où la politique commune des pêches (PCP) est très réglementée et demande un suivi précis de l'activité dans des délais de plus en plus courts.

Pour lui permettre d'étendre ses domaines d'investigation, le BCS, compte tenu de la faiblesse de ses effectifs est contraint de rechercher des partenariats extérieurs. C'est ce qui a été fait par exemple pour la collecte de données économiques sur les entreprises de pêche et les entreprises de l'industrie de transformation dans le cadre du règlement (CE) n° 1543/2000 du Conseil du 29 juin 2000 instituant un cadre communautaire pour la collecte et la gestion des données nécessaires à la conduite de la politique commune de la pêche.

La condamnation de la France par la Cour de justice le 12 juillet 2005 pour le non-respect de la taille des captures des poissons a mis en relief la fragilité du système de traitement des données sur la pêche et les lacunes du système d'information de la DPMA (cette condamnation s'élevant à 20 millions d'euros d'amende + 58 millions d'euros d'astreinte trimestrielle, la première échéance ayant eu lieu le 20 janvier 2006).

La DPMA a donc décidé de revoir fondamentalement l'organisation informatique du secteur de la pêche en termes de stratégie d'organisation de manière à ce que le futur dispositif puisse prémunir la DPMA contre les arrêts de la cour de justice européenne (actuellement une quinzaine de contentieux sont en cours pour non-respect des réglementations communautaires). L'objectif du projet visant à constituer le nouveau système d'information pêche (SIP) est de mettre à la disposition du ministère de l'agriculture et de la pêche, des services extérieurs des affaires maritimes et des partenaires un système d'information offrant des outils de contrôle, de gestion et de pilotage, pour leur permettre d'accomplir plus efficacement les missions qui leur incombent.

Le nouveau système d'information pêche doit intégrer toutes les applications existantes et donc en particulier la chaîne de traitement statistique des pêches. Plus d'une douzaine de projets ont été définis pour lesquels des appels d'offres ont été lancés depuis mai 2006. Ces projets concernent pour l'essentiel le secteur de la pêche.

En ce qui concerne le secteur de l'aquaculture, une proposition révisée d'un nouveau règlement européen relatif aux statistiques de l'aquaculture est en cours de finalisation à Eurostat. Une enquête renouvelée sera donc préparée en 2008 pour lancement en 2009.

En outre, la collecte de données économiques dans le cadre du règlement cité précédemment s'étendra au secteur de l'aquaculture en 2008.

Pour le bureau central des statistiques, les travaux nouveaux en 2008 concerneront :

- la mise en place de la nouvelle chaîne de traitement statistique dans le cadre du nouveau système d'information sur les pêches. Le BCS est en effet maître d'ouvrage de ce projet.
- la préparation de l'enquête renouvelée sur l'aquaculture
- le co-pilotage des enquêtes économiques sur le secteur de l'aquaculture dans le cadre du règlement (CE) n° 1543/2000 du Conseil du 29 juin 2000, en lien avec le bureau de la pisciculture de la DPMA.

- le développement d'analyses et publications sur la base du précédent règlement sur la collecte des données (en particulier données économiques) et sur l'enquête aquaculture.
- la participation à la mise en œuvre du journal de bord électronique.
- l'expertise des données issues de la déclaration de débarquement du pêcheur.

## **2. Travaux nouveaux pour 2008**

### **2.1. Enquête rénovée**

#### Enquête aquaculture :

Le groupe de travail « Statistiques de la pêche » du comité de la statistique agricole d'Eurostat travaille depuis 2005 sur une proposition de révision du règlement (CE) n° 788/1996 relatif à la communication de statistiques sur la production de l'aquaculture.

Le projet d'Eurostat comporte de nombreux ajouts par rapport au règlement actuel, notamment sur la valeur de la production, les techniques d'élevage (étangs, cages, ...) et la structure de l'élevage aquacole.

Le nouveau règlement entrera en vigueur en 2009 sur les données 2008. Le questionnaire actuel de l'enquête sera donc revu pour intégrer au maximum les données décrites ci-dessus.. Un test sera effectué en 2008. En outre, en 2008, un recensement de la salmoniculture et un recensement de la pisciculture marine seront effectués par le SCEES.

Il est aussi prévu en 2008 de valoriser les résultats de l'enquête sur l'aquaculture par la réalisation d'une courte publication (du type 4 pages).

#### Enquêtes économiques

Dans le cadre du règlement (CE) n°1543/2000 du Conseil du 29 juin 2000 instituant un cadre communautaire pour la collecte et la gestion des données nécessaires à la conduite de la politique commune de la pêche, le BCS pilote actuellement des enquêtes économiques réalisées auprès des navires et auprès des industries de transformation des produits de la mer. Ces enquêtes sont prises en charge par des prestataires extérieurs et partiellement financées par la Commission européenne. Ces enquêtes permettent d'élaborer des agrégats économiques et comptables pour des échantillons d'entreprises de pêche et pour les entreprises de mareyage et de transformation du poisson.

En 2008, pour répondre au règlement, le BCS étendra son domaine d'investigation au secteur de l'aquaculture pour ce qui concerne la collecte et la remontée à la Commission européenne des données économiques de ce secteur.

### **2.2. Exploitations nouvelles de fichiers administratifs**

#### Le journal de bord électronique

Un projet pilote d'utilisation par les navires de pêche d'un journal de bord électronique pour remplacer l'actuel support papier avait été réalisé par le BCS en 2001 et 2002. Les tests s'étaient révélés concluants pour les aspects techniques mais l'absence de support juridique communautaire ne permettait pas d'étendre cette opération dans la durée en l'absence de nouveau règlement.

La Commission européenne marque un intérêt accru pour cette nouvelle technologie dont les objectifs pour le BCS seraient les suivants : fiabiliser le dispositif de collecte des journaux de bord afin d'optimiser le suivi des captures conformément à la réglementation communautaire, simplifier et alléger le dispositif de saisie des journaux de bord, raccourcir les délais de mise à disposition de l'information.

La direction générale des pêches de Bruxelles a établi un projet de règlement sur le journal de bord électronique. Ce projet de règlement « Conseil » a été adopté en décembre 2006. Le projet de règlement « Commission » qui en définira les modalités techniques d'application n'est toujours pas paru mais il est déjà préconisé que la communication électronique des données relatives aux activités de pêche se fera de manière graduelle en s'appliquant dans un premier temps aux navires d'une longueur de plus de 25 mètres.

En 2008, le BCS participera à la mise en œuvre de ce règlement.

#### La prise en compte de la déclaration de débarquement

Jusqu'en 2007, seules les données dites de captures (estimation des quantités pêchées) et de ventes étaient saisies par le centre national de traitement de Lorient et exploitées par le BCS, notamment

pour la remontée à la Commission européenne des consommations de quotas de pêche. En 2008, les données relatives à la déclaration de débarquement seront expertisées par le BCS en vue de leur introduction dans la chaîne de traitement.

#### Extension de la saisie au champ de la Méditerranée et des DOM

En 2008, les travaux de saisie du centre national de traitement statistique (CNTS) seront étendus au champ de la Méditerranée et des DOM. Pour le BCS, outre l'exploitation de ces nouvelles données, cela signifie au préalable la mise à jour d'un grand nombre de référentiels pour intégrer cette extension de champ.

### **2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés**

En 2008, le BCS qui assure la maîtrise d'ouvrage opérationnelle de l'application de saisie des déclarations obligatoires des pêcheurs devra accompagner la mise en place de cette nouvelle chaîne de traitement statistique : formation des équipes en charge de la saisie à la nouvelle interface, rédaction de manuels de consignes, mise en place des contrôles.

Le BCS devrait être associé à la mise en place d'autres projets et, en particulier, le premier d'entre eux si ceux-ci sont finalisés en 2008.

Ces projets sont les suivants :

- application de création et de gestion des référentiels du système d'information des pêches maritimes ;
- application visant à la collecte et l'envoi des données à déclaration obligatoire vers la Commission européenne et les instances internationales ;
- application permettant le croisement des données déclaratives à des fins de gestion, de contrôles et de statistiques ;
- tableau de bord socio-économique des pêches maritimes.

Par ailleurs, le BCS devrait en 2008 développer des analyses à partir des données socio-économiques collectées dans le cadre du règlement communautaire précité afin d'améliorer la connaissance des secteurs de la pêche et de l'aquaculture en France mais aussi pour pouvoir situer la France par rapport aux autres Etats membres dans ces secteurs.

## **3. Opérations répétitives**

### **3.1. Enquêtes**

Le nouveau projet de règlement européen concernant l'enquête aquaculture qui vise à élargir la législation actuelle en vue de couvrir la valeur de la production et approfondir la structure du secteur correspond à un souhait d'améliorer l'instrument actuel. Mais l'enquête continuera d'être conduite selon les principes habituels : enquête annuelle exhaustive réalisée par voie postale sur la production commercialisée en volume et en valeur et sur la main-d'œuvre.

### **3.2. Exploitation de fichiers administratifs**

Parallèlement aux travaux de mise en place du journal de bord électronique, le BCS poursuivra son action sur la mise en œuvre d'une gestion structurée, hiérarchisée de la collecte et de la saisie des documents administratifs remplis par les pêcheurs

Par ailleurs, le BCS continuera à mettre l'accent sur les modalités d'un accompagnement plus statistique du centre national de traitement de Lorient en termes de suivi des remontées de données, en particulier des données de débarquement.

### **3.3. Autres travaux**

Néant

## **4. Allègement de la charge statistique des entreprises**

Les travaux de mise en place d'un journal de bord électronique entrent dans le cadre de la dématérialisation de la collecte des données. Ces travaux sont donc clairement de nature à alléger la charge pour les patrons pêcheurs qui pourront ainsi éviter des saisies multiples d'informations, tout en leur permettant d'utiliser pour leur propre gestion les données qu'ils auront saisies. Toutes les informations réglementaires pourront ensuite être produites à partir de cette saisie unique : journal de bord, relevé d'effort de pêche par exemple et n'auront plus à être répétées comme c'est le cas avec le support papier actuel. La transmission des données électroniques sera totalement automatisée et constituera de ce fait un allègement pour le pêcheur.

## **5. Aspects particuliers du programme 2008**

### **5.1 Aspects régionaux et locaux**

Les limites de la diffusion de données régionales ou locales proviennent pour la pêche et l'aquaculture principalement de la petite taille des populations étudiées. Ces secteurs ne comportent que peu d'entreprises (environ 5 400 navires et environ 4 150 entreprises aquacoles). Ils ne se prêtent pas facilement à des développements locaux.

### **5.2 Aspects « environnement »**

Aucune évolution n'est programmée en 2008 sur les aspects environnementaux. Mais un des objectifs des statistiques de pêche est de permettre d'estimer le niveau de la ressource et d'aider au pilotage de la politique commune de la pêche qui tient compte de ces aspects.

### **5.3 Aspects européens**

Les statistiques concernant la pêche et l'aquaculture sont complètement ancrées dans un cadre européen du fait de la politique commune des pêches. L'essentiel de l'activité du bureau est mobilisée pour répondre à des règlements communautaires en perpétuelle évolution, l'objectif étant d'atteindre une bonne connaissance des quantités pêchées, débarquées et vendues pour gérer et prévoir le niveau de la ressource pour les espèces commerciales.

Les travaux du BCS s'articulent autour des principaux règlements européens suivants.

- La collecte des informations relatives aux pêches maritimes s'inscrit dans le cadre de l'application du règlement communautaire n° 2807/83 du 22 septembre 1983 relatif aux modalités d'enregistrement des captures de poisson par les pêcheurs. De très nombreuses transmissions de données mensuelles, trimestrielles ou annuelles sont ainsi effectuées par le BCS dans le cadre de ce règlement.
- La collecte d'information relative à l'aquaculture s'inscrit dans le cadre de l'application du règlement (CE) n°788/96 du Conseil du 22 avril 1996 modifié par le règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003. Le nouveau projet de règlement devra être appliqué en 2009 sur les données relatives à l'exercice 2008.
- La collecte des données économiques sur les entreprises de pêche s'inscrit dans le cadre du règlement (CE) n° 1543/2000 du Conseil du 29 juin 2000 instituant un cadre communautaire pour la collecte et la gestion des données nécessaires à la conduite de la politique commune de la pêche et de son règlement d'application (CE) n° 1639/2001 de la Commission du 25 juillet 2001 établissant les programmes communautaires minimal et étendu pour la collecte des données dans le secteur de la pêche. Ces règlements font référence à un programme national pluriannuel de collecte des données portant sur les années 2002 à 2006.

Un nouveau règlement de base pluriannuel (2007-2011) est en préparation, ce dernier intégrant le secteur de l'aquaculture.

## **6. Liste des publications**

Le bureau central des statistiques de la DPMA ne possède pas de support de publication qui lui soit propre hormis un bilan annuel de la pêche et de l'aquaculture, établi en collaboration avec l'Ofimer. Le

dernier bilan publié est relatif à l'année 2005. Le bilan 2006, qui devrait faire l'objet d'une refonte visant à l'enrichir de nouveaux tableaux et commentaires devrait être finalisé en novembre 2007.

Les principales données concernant les pêches et l'aquaculture sont également publiées dans Agreste, la revue de la statistique agricole, dans les publications d'organismes partenaires, dans celles des organismes internationaux (Eurostat, OCDE, FAO...), dans l'annuaire statistique de l'Insee...

Dans la mesure de ses moyens, le bureau cherchera à renforcer en 2008 sa capacité à valoriser la production statistique de la pêche et de l'aquaculture en publiant davantage d'informations et en développant sa capacité à réaliser des études de synthèse sur le domaine.

## **7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008**

La refonte de la chaîne de traitement des statistiques de la pêche, prévue au programme 2004-2008, n'a pu être réalisée. Le nouveau système d'information sur la pêche en cours de développement doit se mettre en place début 2009.

L'enquête annuelle sur l'aquaculture n'a pas été modifiée en 2007. Compte tenu du calendrier d'adoption et d'entrée en vigueur du nouveau règlement européen, l'enquête devra être profondément remaniée en 2009. La préparation de l'enquête renouvelée sera effectuée en 2008.

La collecte et l'exploitation de données économiques sur le secteur de la pêche ont débuté. Ces travaux devraient s'étendre progressivement en liaison avec l'adoption d'un nouveau règlement européen sur la collecte des données qui couvrira aussi le secteur de l'aquaculture.

### 1. Exposé de synthèse

La direction des études, des répertoires et des statistiques de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole (CCMSA) produit, valide et met à disposition les statistiques des régimes de sécurité sociale relevant du code rural. Ces statistiques font partie des éléments justificatifs financiers détaillés des recettes et des dépenses que doit fournir à sa tutelle la MSA en tant que gestionnaire d'un service public. Elles permettent également la réalisation de simulations nécessaires à l'évaluation de l'impact de mesures nouvelles économiques ou sociales.

La direction gère également l'Observatoire économique et social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

### 2. Travaux nouveaux

L'utilisation des données contenues dans la DUE (déclarations uniques d'embauches) devrait permettre de disposer d'informations plus fraîches sur l'évolution conjoncturelle des contrats d'emploi des salariés agricoles.

La transmission à l'Insee de fichiers sur les non salariés relevant du régime agricole est en cours de test.

### 3 - Opérations répétitives

Les travaux répétitifs du département statistiques de la CCMSA concernent la fourniture d'informations sur

- les employeurs et les salariés du régime agricole : évolution des effectifs, des assiettes, et des cotisations ;
- les non salariés du régime agricole : évolution des effectifs, nouveaux installés, assiettes et cotisations

### 4. Liste des publications

#### Economie agricole : non-salariés

La population des exploitants agricoles en 2003 (février 2005, 15 pages)

Les exploitants, imposés au réel, à faibles assiettes agricoles (août 2005, 4 pages)

Les exploitants agricoles, imposés au réel, à faibles revenus agricoles (juin 2005, étude)

Bilan de l'installation des chefs d'exploitation agricole de 1997 à 2003. Volume 1 (mai 2005, étude)

Etude sur le passage du statut de non-salarié agricole au statut de salarié agricole entre 2002 et 2003 (mai 2005, étude)

Les exploitations laitières françaises en 2003 : (août 2005, étude)

Les exploitations laitières françaises en 2003 (août 2005, 4 pages)

Chiffres repères l'emploi des non-salariés agricoles en 2004 (août 2005)

Bilan de l'installation des chefs d'exploitation de 1997 à 2003 volume 2 (décembre 2005, étude)

Le passage du statut de non-salarié agricole au statut de salarié agricole entre 2002 et 2003 (septembre 2005, 4 pages)

Bilan de l'installation des chefs d'exploitation agricole. Années 1997 à 2003. Volume 2 : les nouveaux CE de plus de 40 ans (décembre 2005, étude)



La population des exploitants agricoles en 2004 (septembre 2006, étude)  
Chiffres repères NSA 2003  
Chiffres repères NSA 2004

### **Economie agricole : salariés**

Chiffres repères des actifs salariés agricoles en 2003 (octobre 2005)  
Emplois saisonniers dans la production agricole en l'an 2000 (juin 2004, 4 p)  
Chiffres repères des actifs salariés agricoles en 2004

### **Etudes économiques et financières**

Repères Analyse et Conjoncture (réf+) (6 articles d'1 page chacun dans un bimensuel interne "réf+))

### **Annuaire statistiques**

Chiffres utiles MSA édition 2005 (juin 2005)  
Résultats nationaux 2002 volet 1 (mars 2005)  
Résultats nationaux 2002 volet 2 cotisations et contribution en encaissement/décaissement (mars 2005)  
Chiffres utiles MSA édition 2006 (juin 2006)  
Annuaire atexa 2003  
Annuaire Prestations familiales 2003  
Annuaire national actif et financement 2003  
Annuaire atexa 2004  
Annuaire atexa 2005

## Résumé des programmes statistiques 2004-2008 des services producteurs de la formation Agriculture

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi	Bilan
Inventaire communal	Insee – Scees	En 2008.		Reporté	Incompatible avec la charge de travail des services de statistique agricole Attente de l'aboutissement du projet Insee de "Base Permanente des équipements". Forte demande de la part des utilisateurs.
Généralisation de SIRENE aux entreprises agricoles	Insee – Scees	Sur la période 2004-2008	La couverture des personnes morales et physiques intervenant dans le secteur de l'agriculture par le répertoire inter- administratif est réalisée. Cependant, le nouveau règlement européen sur les répertoires et les unités statistiques implique d'introduire pour le seul usage de la statistique de nouvelles variables et d'identifier, au-delà des personnes, les exploitations. Ce chantier est à mener en collaboration entre l'Insee et le Scees.	En cours	La mise à jour de la base de sondage rénovée à partir des modifications enregistrées dans le répertoire SIRENE n'a pas été possible en raison de la réforme de la statistique agricole (suppression des services départementaux). Toutefois une procédure automatique du suivi des successeurs a été mise en place et des opérations ponctuelles d'avertissement de changement possible sur une exploitation ont eu lieu lors des enquêtes sur la structure des exploitations.

<b>Opérations</b>	<b>Unité</b>	<b>Prévision</b>	<b>Observations</b>	<b>Suivi</b>	<b>Bilan</b>
Enquêtes "structures des exploitations agricoles"	Scees	En 2005 et 2007 après 2003.	Application du règlement 571/88 du Conseil	Enquêtes 2003 et 2005 réalisées, enquête 2007 en cours	Réalisation conforme aux prévisions, publications diverses et résultats mis sur le site Agreste
Estimation des déchets de l'agriculture	Scees	Travaux pilotes en 2004 et 2005. Première quantification demandée mi-2008 sur 2006	Application du règlement 2150/2002 du Parlement européen et du Conseil	Etude pilote transmise à Eurostat mars 2005	Quantification 2006 en cours conformément aux prévisions. La mobilisation de données existantes (réseaux de collecte, ...) et les estimations (applications de ratios, dires d'experts) sont privilégiées plutôt que des enquêtes directes auprès des agriculteurs.
Enquête "alimentation porcine"	Scees	En 2004 et éventuellement en 2007.	Réponse à des préoccupations environnementales.	Réalisée en novembre 2004, réédition 2007 reportée	Publication de l'enquête 2004 Agreste Primeur janvier 2007 (retard imputable à manque de personnel)
Enquête "aviculture"	Scees	En 2004.	Volet sur le parc de bâtiments, l'environnement et le bien-être animal	Achevée mi-2005	Réalisation conforme aux prévisions, publications diverses et résultats mis sur le site Agreste, Mobilisation des résultats lors de la crise de l'influenza aviaire
Enquête "structure de la production de légumes"	Scees	En 2005.		Achevée fin 2005	Réalisation conforme aux prévisions, publications diverses et résultats mis sur le site Agreste
Enquête sur les signes officiels de qualité et d'origine	Scees	En 2005.		Achevée automne 2006	Réalisation conforme aux prévisions, publication Agreste Primeur juillet 2006 et résultats mis sur le site Agreste Forte demande des utilisateurs
Enquête sur les productions de l'agriculture "biologique"	Scees	En 2006.		Suppression	Priorité donnée à l'exploitation des sources administratives existantes par les acteurs (Agence Bio, Institut national de la qualité et de l'origine) Forte demande des utilisateurs
Enquête "Bâtiments d'élevage"	Scees	En 2006.	Version simplifiée de l'enquête de 2001.	Reportée fin 2008, préparation	L'année 2006 initialement envisagée pour l'enquête s'est révélée mal adaptée pour les utilisateurs, d'où report à 2008. Avancement des

				en cours	travaux comme prévu
Enquête "Pratiques culturelles"	Scees	En 2006.	Reprise du champ « grandes cultures » comme en 1994 et 2001, et extension à la viticulture début 2007	Collecte terminée, analyses en cours	Réalisation conforme aux prévisions Extension à la viticulture réalisée, en revanche pas d'extension aux légumes et vergers, incompatible avec la charge de travail
Enquête "vergers"	Scees	En 2007.	Application de la Directive 2001/109 du Parlement européen et du Conseil	Collecte terminée, analyses en cours	Réalisation conforme aux prévisions
Rénovation des enquêtes cheptels	Scees	Nouveau		Mise en place pour la Bretagne réalisée (Porcins) Utilisation de la BDNI bovine	Cheptel porcin : Utilisation du fichier des sites de la base d'identification porcine, en Bretagne d'abord (2006) puis en France (2009). Cheptel bovin : Utilisation de la Base De Données Nationale d'Identification bovine (BDNI) ; suppression de l'enquête de mai, allègement de celle de novembre
Recensements de la salmoniculture et de la pisciculture marine	Scees-DPMA	Nouveau	Précédents recensements en 1998, renouvellement programmé en 2008	Préparation en cours	Avancement des travaux comme prévu

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi	Bilan
Préparation RA 2010	Scees	Décennal	Règlement européen en cours de rédaction Innovations : saisie mobile des questionnaires et utilisation des fichiers administratifs	Préparation engagée dès mi-2006 Début de collecte terrain programmée automne 2010	Définition de l'exploitation agricole en tant qu'unité statistique Expertise organisationnelle et technique réalisée fin 2006 Expérimentation de la saisie mobile et de l'utilisation des fichiers administratifs dans le cadre de l'enquête Structures 2007
Compte annuels de l'agriculture et passage à la base 2000	Division Agriculture de l' Insee et Scees		Noyau "dur". Opération permanente. Changement de base périodique (environ tous les 5 ans). Exigence européenne et nationale (comptabilité nationale)	Passage à la base 2000 réalisé en juin 2005.	Le passage à la base 2000 des comptes a concerné de manière coordonnée le compte national de la responsabilité de l'Insee et les comptes infra-nationaux (par région, département et type d'exploitations) de la responsabilité du Scees
Indices de prix agricoles (IPPAP, IPAMPA, IPGA) et passage à la base 2000	Division agriculture		Noyau "dur" pour l'IPPAP et l'IPAMPA. Opération permanente (mensuelle). Changement de base périodique (environ tous les ans)  Exigence européenne en ce qui concerne l'IPPA et l'IPAMPA. (gentleman's agreement).	Passage à la base 2000 et l'IPPAP et l'IPAMPA réalisé début 2004,  celui de l'IPGA début 2005	Le passage à la base 2000 a été également réalisé par le Scees pour les IPAMPA régionaux et l'IPPAP fruits et légumes

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi	Bilan
Appariement RICA-source fiscale ménages	Division Agriculture de l'Insee		Noyau "dur". Opération périodique (environ tous les 6 ans), spécifique à la France, mais nécessaire pour répondre à Eurostat sur le revenu global des ménages. <i>A compléter avec l'Insee</i>	Réalisé en 2004-2005 (exercice comptable 2003). Première étude publiée	L'appariement est réalisé par l'Insee à partir des données d'identification précises collectées par le Scees. Le fichier RICA est ainsi enrichi de données sur les autres revenus du foyer

				en février 2006	
Rénovation de la conjoncture	Scees	Seulement une légère amélioration de la diffusion avait été programmée	Mise en place de bases de données conjoncturelles de travail. Mise en place d'une nouvelle gamme de produits de diffusion sur le site Web : infos rapides, synthèses, données en ligne	Projet en voie d'achèvement en 2007	
Réforme des comptes régionaux et départementaux de l'agriculture	Scees	Non programmé initialement	Accompagnement de la réforme des services régionaux de statistique agricole, adaptation aux sources d'information disponibles	Réalisé en 2006 et 2007, première publication en juillet 2007	La réforme a consisté en une suppression de l'établissement de comptes complets au niveau départemental et à la mise au point d'indicateurs de revenu découlant des comptes régionaux et du RICA.

